

Séminaire « Soutenabilités »

Contribution - Covid-19 : pour un « après » soutenable

Nom : Trichard

Prénom : Guillaume

Institution ou entreprise : UNSA - Union nationale des syndicats autonomes

Axe(s) :

- Quelles interactions humains-nature, mondialisation et pandémies ?
- Quelles attentes à l'égard de la puissance publique face aux risques ?
- Quelles interdépendances et quelles formes d'autonomie à différentes échelles ?
- Quel modèle social pour « faire avec » nos vulnérabilités ?
- Quelle voie pour une économie soutenable ?
- Quelles relations entre savoirs, pouvoirs et opinions ?
- Numérique : nouveaux usages, nouvelles interrogations

Intitulé de votre contribution : Après la crise, un monde à repenser...

Résumé de votre contribution :

Il n'y aura ni jour, ni semaine, ni même mois d'après, tant la crise liée au Covid-19 est aiguë, durable et tant la sortie semble prendre une pente lente et progressive. Bref, il n'y aura pas de bouton on/off à activer mais un chemin à construire vers un monde d'après à imaginer. La crise sanitaire est loin d'être terminée, ses impacts sociaux et économiques seront considérables et l'on ne mesure pas encore précisément à quel point ils seront profonds. Dans ce moment d'urgence, l'UNSA est mobilisée. Elle prend sa part au nom de l'intérêt général tout en continuant à informer et à défendre les travailleurs qu'elle représente. Comme nous ne passerons pas de la nuit au jour, la reprise progressive de l'activité économique et le traitement de la crise qui l'accompagnera exigent que nous pensions en parallèle les solutions de la reprise et les fondements du monde d'après. Évidemment, le caractère inédit de cette crise oblige les acteurs à produire des réponses inédites, parfois en tâtonnant, parfois en se trompant. Ce droit à l'erreur ne signifie ni qu'il faille persévérer dans

celles que l'on commet, ni qu'il éloigne chacun de ses responsabilités mais doit à l'inverse nous inviter à l'humilité et aux croisements des points de vue. Plus que jamais nous devons mobiliser les intelligences plurielles de tous les acteurs de notre société. C'est la solidarité et la mobilisation générale des énergies qui nous aideront à passer la crise actuelle et à construire le monde d'après. Se serrer les coudes et éviter les regards en coins ou les petites polémiques. Le débat, les échanges feront naître des désaccords qui s'exprimeront mais l'objectif est bien qu'ensemble on trouve les solutions.

Dans ce cadre, fidèle à sa ligne de conduite constructive, l'UNSA apporte au débat sa contribution et ses solutions :

1. Priorité absolue à la sécurité sanitaire
2. Nécessité de reconnaître les travailleurs et agents publics de première et deuxième lignes
3. Renforcer l'État stratège dans une Europe stratège
4. Impulser un plan de relance, d'investissement et de formation français et européen
5. Changer enfin de logiciel pour une vraie transition écologique, technologique et sociale
6. Installer de nouveaux rapports au travail
7. Renforcer la démocratie face au péril autoritaire
8. Redonner une place aux partenaires sociaux et au dialogue social sincère



Après la crise, un monde à repenser

Il n'y aura ni jour, ni semaine, ni même mois d'après, tant la crise liée au Covid-19 est aiguë, durable et tant la sortie semble prendre une pente lente et progressive. Bref, il n'y aura pas de bouton on/off à activer mais un chemin à construire vers un monde d'après à imaginer.

La crise sanitaire est loin d'être terminée, ses impacts sociaux et économiques seront considérables et l'on ne mesure pas encore précisément à quel point ils seront profonds. Dans ce moment d'urgence, l'UNSA est mobilisée. Elle prend sa part au nom de l'intérêt général tout en continuant à informer et à défendre les travailleurs qu'elle représente.

Comme nous ne passerons pas de la nuit au jour, la reprise progressive de l'activité économique et le traitement de la crise qui l'accompagnera exigent que nous pensions en parallèle les solutions de la reprise et les fondements du monde d'après.

Évidemment, le caractère inédit de cette crise oblige les acteurs à produire des réponses inédites, parfois en tâtonnant, parfois en se trompant. Ce droit à l'erreur ne signifie ni qu'il faille persévérer dans celles que l'on commet, ni qu'il éloigne chacun de ses responsabilités mais doit à l'inverse nous inviter à l'humilité et aux croisements des points de vue. Plus que jamais nous devons mobiliser les intelligences plurielles de tous les acteurs de notre société. C'est la solidarité et la mobilisation générale des énergies qui nous aideront à passer la crise actuelle et à construire le monde d'après. Se serrer les coudes et éviter les regards en coins ou les petites polémiques. Le débat, les échanges feront naître des désaccords qui s'exprimeront mais l'objectif est bien qu'ensemble on trouve les solutions.

Dans ce cadre, fidèle à sa ligne de conduite constructive, l'UNSA apporte au débat sa contribution et ses solutions :

1. **Priorité absolue à la sécurité sanitaire**

Comment ?

- En équipant mais aussi en reconnaissant et revalorisant tous ceux qui travaillent dans les secteurs des soins.
- En faisant perdurer la bonne pratique des gestes barrières condition sine qua non du déconfinement progressif.
- En mettant à disposition des salariés et des Français les protections nécessaires ainsi que l'accès aux tests virologiques et sérologiques. Pour les mois qui suivront, la préparation de stocks stratégiques, d'équipement dans tous les domaines essentiels à l'enjeu sanitaire ainsi que la relocalisation de certaines activités de fabrication sont indispensables.



2. Nécessité de reconnaître les travailleurs et agents publics de première et deuxième lignes

Nous pensons là à tous ceux qui agissent sans calculs en s'exposant au risque d'une contamination pour que la crise soit gérée, que les soins soient apportés, que le confinement puisse se faire dans des conditions les plus vivables possible. Qu'ils soient agents publics, ou travailleurs du privé, tous doivent être remerciés et leur contribution reconnue à sa juste valeur.

Comment ?

- En augmentant leur rémunération (primes, revalorisations salariales...).
- En revoyant très certainement la structure-même de leur rémunération. Il s'agit bien évidemment des soignants mais aussi de tous ceux qui dans l'agriculture, l'agro-alimentaire, le commerce, les transports, la logistique, l'énergie, l'eau, les communications, le nettoyage, la gestion des déchets, la sécurité, l'éducation, le travail social, l'aide à la personne, et bien d'autres métiers et secteurs souvent très féminisés et peu rémunérés qui permettent que cette crise ne se transforme pas en chaos. Il ne faudra pas les oublier. Cela impliquera également de reconnaître plus globalement le besoin de renforcer les services publics et tous les secteurs du privé dits essentiels lors d'une crise.



3. Renforcer l'État stratège dans une Europe stratège

La période que nous traversons montre le besoin d'anticipation des crises. La puissance publique doit disposer de stocks stratégiques, des outils de l'indépendance et de plans de continuité qui permettent d'agir et de faire face à une crise majeure. C'est l'existence et le renforcement de l'État stratège et de l'Europe stratège qui devient cruciale. Les questions de relocalisation de certaines activités industrielles, voire de nationalisation ne doivent pas être taboues.

Le renforcement des capacités des États et de l'Europe à agir pendant une crise ne sera pas une option. Cela exigera que le monde des grands groupes et celui de la finance comprennent que le modèle de l'État providence et de l'État régulateur doit être soutenu y compris dans l'intérêt des activités économiques.

Notre modèle social a déjà fait la preuve de son utilité comme amortisseur des crises, il devra lui aussi être conforté y compris dans cette optique stratégique.



4. Impulser un plan de relance, d'investissement et de formation français et européen

Les aides apportées aujourd'hui aux entreprises pour les soutenir, le dispositif de chômage partiel et les aides aux plus précaires sont indispensables. Ces mesures, dont il faudra veiller à éviter tout effet d'aubaine, devront se poursuivre tout au long de la crise mais également après. Évidemment dans cette période les actionnaires doivent contribuer, c'est pourquoi l'UNSA demande que les dividendes ne soient pas versés et servent à la gestion du moment.

Pour limiter l'impact de la crise sociale et économique qui suivra, un plan de relance et d'investissement publics devra être mis en place en France et en Europe.

Nous devons mener cette bataille avec tous nos partenaires européens pour pousser au maximum à la mutualisation de la dette ainsi générée et à défaut d'un accord unanime, la

mettre en place avec ceux qui le souhaitent. Il faut certes éviter la division européenne, mais pire encore, se prémunir contre l'impuissance due à la difficulté d'un accord de tous. Cette injection d'argent public financée sur le long terme doit aider à la reprise et au traitement social de l'après mais aussi être l'occasion d'un plan d'investissement. Quitte à faire tourner « la planche à billets », il faudra en profiter pour opérer les reconversions, les relocalisations, la réindustrialisation, le développement des entreprises de taille intermédiaire dont les besoins ont été révélés et qu'exige la transition écologique et technologique. En parallèle, l'Éducation, la Recherche et la formation professionnelle devront être parties intégrantes de ce plan. Les besoins de reconversions vont toucher des millions de travailleurs qu'il faudra accompagner et former.



5. Changer enfin de logiciel pour une vraie transition écologique, technologique et sociale

Un virus et c'est le monde entier qui vacille. Le bilan humain, social, économique est déjà très lourd et va s'aggraver. Personne ne peut imaginer qu'une crise de cette ampleur devienne récurrente et pourtant. Le modèle économique actuel menaçait déjà d'imploser devant les inégalités qu'il engendrait et par son incapacité à agir vite et fort sur le changement climatique.

La très lente sortie de cette crise doit donc être l'occasion de réorienter nos activités et de penser les modèles alternatifs qui nous feront enfin basculer dans la transition écologique, technologique et sociale. Chacun aura sa part à prendre mais même les chantres les plus cyniques du néolibéralisme doivent prendre conscience que le monde tel qu'il était a atteint l'obsolescence que leur modèle a lui-même programmé. Les plans de relances et d'investissements devront intégrer cette obligation qui nous est faite, non seulement pour nous épargner les crises à venir mais pour assurer notre avenir en commun.



6. Installer de nouveaux rapports au travail

En France, avec le confinement les travailleurs qu'ils soient sur le terrain ou en télétravail ont dû s'adapter. La situation interroge sur les rapports à la sécurité, à la santé et à la qualité de vie au travail, de manière plus cruciale. Le télétravail, qui a concerné plus du quart des salariés, a montré à beaucoup d'entreprises qui ne le pratiquaient pas, que c'était possible. Il s'agira donc de multiplier les accords en ce sens, pour l'autoriser (tout en assurant le droit à la déconnexion). Cela aurait la vertu supplémentaire de réduire les déplacements sources de stress, de perte de temps et de pollution. Le management, la conscience qu'une « chaîne de production » repose sur tous les maillons (ouvrier, employé ou cadre) et dans le respect dû à chacun, l'efficacité des réunions, le sens des collectifs de travail... autant de sujets qui ne sont pas nouveaux mais demanderont d'être revisités et repensés.



7. Renforcer la démocratie face au péril autoritaire

La sortie progressive de la crise signifie le maintien provisoire de mesures d'urgence et d'exceptions. On parle même de l'utilisation d'outils technologiques de « tracking ». Cette crise met donc au défi nos démocraties dans leur capacité à concilier la sécurité et les libertés. Nous devons pour la sortie comme pour l'après, veiller à ce que les institutions, les contre-pouvoirs,

les garde-fous, les autorités indépendantes (comme la CNIL) soient renforcés à mesure que des restrictions provisoires de libertés seraient mises en place.

Nous devons nous protéger de toute tentation autoritaire, d'où qu'elle vienne. Au contraire des démocraties de façade, des régimes autoritaires ou des dictatures, seules les démocraties « libérales » (au sens où les libertés sont garanties par des contre-pouvoirs puissants) peuvent agir avec efficacité sans remettre en cause les droits fondamentaux.



8. Redonner une place aux partenaires sociaux et au dialogue social sincère

Depuis le début de la crise, les partenaires sociaux ont fait la démonstration de leur esprit de responsabilités et ont été associés et souvent (pas toujours mais souvent) entendus. Ils devront être reconnus et mobilisés dans la phase de reprise et ce, à tous les niveaux. Le dialogue social sincère (c'est-à-dire celui où toutes les parties veulent trouver un accord) devra être au cœur des relances, des restructurations ou des reconversions.

Dans ce cadre les syndicats représentatifs du public et du privé rassemblés devront également être associés à toutes les initiatives de concertation et de consultation de la société mobilisée. Dans la transition vers le « monde d'après », la démocratie sociale renforcée avec une gestion tripartite entre les représentants des pouvoirs publics, des travailleurs et des employeurs sera décisive tant pour limiter l'impact de la crise économique et sociale, que pour la relance économique, ou encore la gestion des « stress post-traumatiques ».

Malgré la pandémie et les difficultés qu'elle génère, nous vivons un véritable moment citoyen quand se développent au quotidien de nombreux gestes de solidarité. Une prise de conscience se fait jour : le monde d'après ne peut pas être la reproduction du monde d'avant. C'est forte de cette conviction que l'UNSA dans toutes ses composantes prendra sa part à la réflexion collective et à l'action.

**Laurent Escure,
Secrétaire Général de l'UNSA**

8 avril 2020

SUIVEZ-NOUS



@UNSA_Officiel



www.unsa.org